

*HAWG est un groupe de travail qui réunit des organisations de solidarité internationale, des organisations religieuses, et des mouvements de lutte pour les droits de l'homme et la justice sociale, tous mobilisés sur les questions politiques entre les Etats-Unis et Haïti.*

## **Les engagements des institutions financières internationales envers Haïti**

Les plus grands donateurs multilatéraux en Haïti—la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale—ont promis plus de 2,5 milliards de dollars pour venir en aide au pays suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010. Mais la majorité de ces aides n'ont toujours pas été versées. Les conditions de vie déjà précaires des haïtiens continuent de se détériorer, à la fois dans les camps surpeuplés et dans les communautés rurales, tandis que l'aide promise tarde à venir.

La BID et la Banque mondiale ont approuvé des aides multiples pour la reconstruction d'Haïti suite au séisme qui impliquent d'importantes sommes d'argent. Mais il y a un manque de transparence sur les sites internet de ces institutions quant à la manière dont ces fonds sont utilisés. Les demandes spécifiques d'HAWG sont les suivantes :

1. Une plus grande transparence concernant les aides versées en Haïti par la BID et la Banque mondiale. Les deux institutions, la BID et la Banque mondiale, doivent s'assurer que les données de leur site web externe concernant ces aides reflètent précisément les projets approuvés, avec les dates et montants des versements. Depuis début janvier 2012, les informations financières disponibles sur les sites web externes montrent un taux de décaissement de 20% pour la Banque mondiale et de 27% pour la BID. Au contraire, ces deux banques affirment un taux actuel de décaissement élevé.
2. Divulguer de manière transparente le montant des aides déboursées pour la reconstruction d'Haïti par la Banque mondiale, qui administre le fonds multi-donateurs de reconstruction d'Haïti (Haiti Recovery Fund, ou HRF en anglais). D'après l'envoyé spécial des Nations Unis pour Haïti, un tiers des fonds de reconstruction, soit près de 100 millions de dollars, n'ont toujours pas été utilisés sur le terrain.
3. La BID et la Banque mondiale doivent fournir des rapports sur l'avancement des opérations en détaillant l'attribution des marchés aux entreprises et tout versement de fonds pour la reconstruction d'Haïti.

Les donateurs multilatéraux d'Haïti—en particulier la BID et la Banque mondiale—doivent fournir des informations transparentes quant à la gestion de fonds, en divulguant la date de leurs opérations de décaissement et d'attribution des marchés. De plus, la Banque mondiale—qui administre le fonds multi-donateurs de reconstruction d'Haïti—doit rendre publics les montants des aides versées pour la reconstruction et indiquer les dates auxquelles les aides restantes seront utilisées. Finalement, la BID et la Banque mondiale doivent fournir des rapports de suivi semi-annuels sur la mise en œuvre des aides approuvées. Ces actions aideront à améliorer la

responsabilité de l'aide en Haïti tout en améliorant l'image des institutions multilatérales aux yeux du peuple Haïtien.

---

**Pour plus d'informations, contacter les partenaires suivants :**

Elaine Zuckerman, Gender Action, [elainez@genderaction.org](mailto:elainez@genderaction.org)

Shelley Moskowitz, Unitarian Universalist Service Committee, [smoskowitz@uusc.org](mailto:smoskowitz@uusc.org)

Alex Main, Center for Economic Policy Research, [main@cepr.net](mailto:main@cepr.net)

Elise Young, ActionAid, [elise.young@actionaid.org](mailto:elise.young@actionaid.org)